

12 octobre 1960, Montréal

International Chamber of Commerce Montréal

Une des questions les plus discutées à l'heure actuelle est celle des rapports qui doivent exister entre l'État et l'économie. Tout gouvernement qui veut mener à bonne fin ses entreprises et qui a plusieurs moyens d'action à sa disposition doit avoir une idée précise du rôle qu'il entend jouer dans l'économie de la nation qu'il dirige. Il doit posséder une notion claire du degré d'influence qu'il juge à propos d'exercer sur cette économie.

Cette idée précise est d'autant plus importante maintenant, et d'autant plus nécessaire, que des facteurs d'ordre économique et social nous obligent depuis déjà quelques années à une révision de nos conceptions traditionnelles des relations entre l'État et l'Économie.

En effet, l'évolution économique et sociale du monde moderne, en particulier du Canada et surtout de la province de Québec, a été extrêmement rapide. Elle s'est faite à une cadence qui ne cesse d'accélérer. On note par exemple des changements profonds dans la mentalité des citoyens; certaines idées que l'on prenait pour définitivement acquises sont remises en question, pendant que de nouvelles surgissent. Les techniques de production changent elles aussi. On peut même dire qu'elles sont en révolution permanente; de nouveaux procédés de fabrication succèdent aux anciens qui eux-mêmes en avaient remplacé d'autres il n'y a pas tellement longtemps. La concentration industrielle, ou mieux la concentration économique, a provoqué la formation d'entreprises gigantesques dont la capacité de production est à la mesure de leur taille.

À tous ces facteurs qui influencent la vie quotidienne et le comportement de centaines de milliers de citoyens s'en ajoute un autre plus récent mais nullement négligeable. Je veux parler ici du défi que présentent au monde libre les économies des pays communistes. Leur production commence à envahir de nombreux pays jusqu'ici indépendants; leurs agents commerciaux ouvrent chaque jour de nouveaux marchés pour ces produits et leurs agents culturels élargissent de façon alarmante une sphère déjà trop étendue. Ce sont tous ces facteurs qui nous incitent à réviser nos conceptions des relations entre l'État et l'économie et qui nous forcent en quelque sorte à les moderniser et à les rendre plus conformes aux exigences de la vie moderne. Mais cette révision ne peut pas se faire à l'aveuglette; elle ne peut pas se faire arbitrairement. Elle doit, de fait, être basée sur un critère sérieux. On ne change pas ses idées, ni ses conceptions, pour le seul plaisir d'en avoir de nouvelles. Il faut qu'une révision soit justifiée par les améliorations qu'elle peut apporter; il faut en d'autres termes qu'elle permette une plus grande efficacité, aussi bien dans l'usage des ressources productives, que dans l'emploi maximum des ressources humaines.

Au cours de l'histoire moderne, on a déjà effectué de ces révisions. Elles étaient orientées, ou bien par le libéralisme économique, ou bien par le socialisme, ou bien encore par des variétés de l'une ou l'autre de ces tendances. Je crois que la révision qui s'impose actuellement doit aller au-delà de ces deux courants traditionnels, qu'elle doit en somme les dépasser. De ce fait même, elle sera plus réaliste, car le libéralisme économique, comme le socialisme, ne sont plus pour nous que des mythes.

L'État dans l'économie moderne

Je reviens en terminant à une idée que j'ai mentionnée au tout début de cette conférence. J'ai dit à un endroit que les événements des dernières années avaient modifié plusieurs de nos conceptions traditionnelles. Une de celles que j'avais à l'esprit à ce moment est la nouvelle attitude que la population en général.